



Ils sont nombreux les religieux qui ont mis le pouvoir en difficulté par leurs prises de position parfois critiques

L'Église catholique camerounaise peut décidemment paraître comme un caillou dans la chaussure du régime en place.

La relève semble bien assurée au niveau des prises de positions caustiques à l'égard de la politique du pouvoir. Ce qui ne semble pas toujours plaire à Etoudi et à ses sbires.

Le père Ludovic Lado, ancien vice doyen de la Faculté des sciences sociales et de gestion de l'Université catholique d'Afrique Centrale, continue de défrayer la chronique. Le religieux « rebelle » a toujours dénoncé la mauvaise gestion de la crise sociopolitique dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest par le pouvoir central

Christian Tumi, ancien archevêque émérite de Douala aujourd'hui à la retraite est lui aussi connu pour ses prises de position souvent défavorables à l'égard du régime de Paul Biya. Originaire de la Région du Nord-Ouest, son franc-parler est légendaire. Cardinal depuis 1988, il est l'un des premiers hommes de Dieu à dénoncer les exactions et des violences en zone anglophone. Le prélat s'était particulièrement indigné après l'incendie par l'armée du kwa kwa, une localité du département de la Meme, région du Nord-Ouest. Constant dans ses prises

de position critiques vis-à-vis du pouvoir, il a très souvent fustigé longévité de Paul Biya au pouvoir.

Samuel Kleda, est connu pour ses position tranchées, l'archevêque métropolitain de Douala ne va pas lui aussi du dos de cuillère. Approché au sujet de la crise anglophone par la presse au cours de la 43e conférence épiscopale nationale du Cameroun qui s'était tenue le lundi 09 avril 2018 à Yaoundé, l'homme de Dieu a ouvertement invité le gouvernement à ouvrir un dialogue avec les sécessionnistes, pourtant considérés comme des terroristes.

Dans une interview accordée à la Nouvelle Expression Samuel Kleda avait déjà fustigé l'attitude du gouvernement face à une crise qui s'enlise et se transforme en un conflit de basse intensité.

Il avait indiqué que « ce sont sécessionnistes qui apporteront des solutions aux problèmes socioéconomiques qui sont les leurs ».

L'homme de Dieu avait également demandé au président Biya de se « retirer » du pouvoir Plutôt « que de prêter une oreille attentive à ceux qui lui demandent de se représenter ».

Sur les onde la Radio France Internationale (RFI) quelques jours plus tard, au prélat d'ajouter « Personne n'a le droit de tuer. Y compris l'État. Quand nous disons que nous dénonçons la violence, c'est parce qu'il y a eu des morts »
